

Allocution
de S.E. M. Ion ILIESCU, Président de la Roumanie, à
l'occasion du Sommet mondial sur la société de
l'information

Première phase – Genève

11 décembre 2003

*Distingués participants,
Mesdames et Messieurs,*

Tout d'abord, je voudrais exprimer ma satisfaction pour les résultats du processus complexe et de longue durée, qui a conduit aux travaux de cette première phase de la Conférence de haut niveau concernant les objectifs, les structures et les priorités de la « Société de l'Information » au niveau global. J'apprécie que, dans le cadre des actions préparatoires, un large consensus s'est fait jour sur la nécessité d'adopter des mesures urgentes visant à transformer les nouvelles technologies de l'information et de la communication en instruments à même d'accélérer le développement de tous les Etats au bénéfice de tous les citoyens de la planète.

Les Etats, les gouvernements et les nations ont pris note du fait que la dissémination des moyens de calcul et la généralisation des systèmes de communication changent d'une manière radicale la nature des processus de décision et de communication, ainsi que le caractère du travail, tout en mettant la créativité au centre de l'action de toute structure économique, sociale et administrative. Les connaissances représentent l'instrument principal de la création du bien-être des nations et le capital humain leur principale ressource.

Les technologies modernes ouvrent la voie à de nouvelles formes de gestion et d'échange. Nous sommes les témoins des transformations majeures des rapports sociaux. Tous ces changements ont lieu dans le contexte de l'accélération et de l'approfondissement de la mondialisation économique.

Ce que nous définissons par le terme « la Société de l'Information » représente un nouveau modèle de développement économique et social – avec des conséquences importantes y compris sur le plan politique, du fonctionnement démocratique de la société et de l'Etat de droit – capable de répondre aux défis auxquels nous nous confrontons à l'aube de ce siècle et millénium.

Dans la « Société Informatique » il n'est plus possible d'aborder les problèmes du développement et de la croissance économique en utilisant les termes et les instruments spécifiques de la « Société Industrielle ».

Dorénavant, « le capital social », les ressources humaines, intellectuellement inépuisables et qui sont à notre portée, auront un rôle déterminant. Cette évolution change les priorités politiques publiques en matière d'éducation et d'utilisation de la force de travail et augmente l'importance des partenariats publiques-privés.

La complexité croissante des économies et des sociétés post-industrielles, l'impossibilité pour les gouvernements, les structures de la société civile, les communautés d'affaires et scientifiques d'utiliser au maximum le potentiel de ces nouvelles technologies et opportunités imposent le développement d'un projet qui devrait les inclure et les déterminer à coopérer sur la base de leurs compétences et avantages comparatifs spécifiques.

J'ai souligné ces idées à l'occasion des travaux de la Conférence Régionale Ministérielle Pan-Européenne qui a eu lieu à Bucarest en novembre 2002, en tant que partie du processus préparatoire du Sommet.

C'est à cette Conférence que la Roumanie a introduit dans l'agenda du Sommet la recherche technologique et les mass-media, en les considérant des pièces de résistance du développement de la société informationnelle.

A cette occasion j'ai apprécié les efforts de l'Union Européenne pour présenter une stratégie unitaire de développement de la « Société Informationnelle ». Le Sommet de Lisbonne a entériné les buts et a défini les priorités de l'Union Européenne sur le plan économique, social et technologique.

Les pays candidats à l'UE se sont alignés à ce processus, tout en déployant des efforts visant à combler leur retard dans le domaine de la technologie de l'information, de l'Internet, des communications fixes et mobiles, de la gouvernance électronique.

Pour la Roumanie, la « Société Informationnelle » représente l'une des chances de réduire les grands décalages de développement qui nous séparent des pays développés. Le problème des décalages de développement est devenu un problème global qui requiert des réponses globales. Ce n'est pas par hasard que les Sommets de Monterrey et Johannesburg ont eu comme sujets ces problèmes, la solution desquelles représente une contribution déterminante pour le développement durable.

La Conférence de haut niveau sur la Société de l'Information représente une suite logique des efforts de l'Organisation des Nations Unies et des pays membres visant à identifier les meilleurs moyens pour réduire les décalages.

A la polarisation sociale, à la fracture qui sépare les riches et les pauvres s'ajoute aujourd'hui ce que nous appelons la fracture numérique, "digital divide" le décalage entre ceux qui ont accès aux connaissances, aux informations, à l'éducation de qualité, et ceux qui n'en bénéficient pas. La fracture numérique peut accentuer le processus de paupérisation lorsqu'il n'y a pas de mesures visant à contrecarrer une telle évolution.

De ce point de vue, la « Société Informationnelle » doit représenter un instrument visant à accélérer les processus de développement durable au niveau global et à faciliter la bonne gouvernance avec le but fondamental de réduire les grandes décalages économiques et sociales dans le monde.